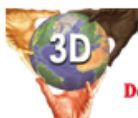




USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



ONG-3D

Démocratie - Droits Humains - Développement Local



COSYDEP
Sénégal

PROGRAMME USAID/*SunuBudget*



FORUM REGIONAL DE RECUEIL DES BESOINS EN EDUCATION ET D'AUDITION PUBLIQUE DE MANAGERS DE CENTRE DE RESPONSABILITE

RAPPORT D'ACTIVITE

COSYDEP KOLDA, mardi 23 mai 2017

FICHE SYNOPTIQUE DE L'ACTIVITE

Activité	Forum régional de recueil des besoins en éducation et d'audition publique de managers de centres de responsabilité	
Livrables du forum	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rapport technique 2. Communications des autorités auditionnées 3. Feuille de présence 4. Photos 5. Coupures et liens de presse 6. Factures et états de paiement 	
Indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nombre de participant(e)s au forum ○ Nombres d'autorités auditionnées 	
Participant(e)s	HOMMES : Cf. liste de présence	FEMMES : Cf. liste de présence
Lieu	Kolda	
Durée	Un (01) jour	
Facilitateur	Amidou Diedhiou	
Modérateurs des séances	<ul style="list-style-type: none"> ○ Mr Cyprien Adrien Diallo, adjoint au gouverneur ○ Bourahima Diao, Secrétaire Général Mairie de Kolda ○ Mamadou Goudiaby, IA Kolda ○ El Hadj Kabiné Diane, IEF Kolda 	
Principaux résultats obtenus	<ol style="list-style-type: none"> 1. Identification et partage des besoins et priorités en éducation de la région de Kolda 2. Promotion du dialogue entre d'une part les autorités académiques et les autorités décentralisées et d'autre part avec les partenaires sociaux 3. Partage avec les acteurs des données et informations liées à l'exécution budget de l'académie et de la collectivité locale 4. Mise en place d'un cadre de veille et de contrôle citoyen au niveau régional 	
Engagements	<ol style="list-style-type: none"> 1. Affichage et partage des délibérations du conseil municipal 2. Mise en place d'un cadre d'échange et de dialogue regroupant la société civile, les autorités académiques et les autorités locales 3. Consultation des acteurs sociaux et autorités académiques pour une priorisation des besoins et une orientation des ressources allouées par la Mairie de Kolda 	

INTRODUCTION

La nouvelle politique éducative, déclinée dans le Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence du secteur de l'Éducation et de la Formation (PAQUET – EF), vise la consolidation et l'approfondissement des acquis de la décennie précédente mais également une gestion participative du système à toutes les échelles.

En effet, le PAQUET consacre le renforcement d'une gestion transparente axée sur les résultats pour satisfaire tous les acteurs et usagers. La mise en œuvre de cette vision fait l'objet d'injection directe de ressources financières au niveau local à travers les contrats de performance signés entre (i) l'Inspection de l'Éducation et de la Formation (IEF) et les écoles / Daara, (ii) l'IEF et l'Inspection d'Académie (IA), et enfin (iii) l'IA et le Ministre de l'Éducation Nationale (MEN).

La gestion de ces ressources devrait être inclusive et participative avec l'implication de la communauté pour améliorer sensiblement la qualité des enseignements apprentissages au bénéfice des performances des apprenants. Cependant, malgré les résultats jugés satisfaisants lors de l'évaluation de la première phase du programme, la qualité des enseignements apprentissages restent faible ; de même, la structure des dépenses budgétaires et son évolution ne sont pas bien connues par la grande majorité des citoyens surtout au niveau local.

Or, le succès des politiques et programmes publics en général nécessite une approche inclusive qui doit favoriser la participation et la mobilisation effectives de toutes les catégories de citoyens. Cette option est devenue incontournable et exige que l'information soit largement partagée en ce qui concerne notamment la disponibilité et la gestion des ressources. Ce qui permet de favoriser l'exercice de reddition de compte et donc la transparence dans la gestion.

L'organisation de la participation de la communauté interpelle la société civile et conduit vers un partenariat efficace entre l'école et son environnement pour plus d'équité dans l'utilisation des ressources allouées au secteur.

C'est là que réside l'objectif premier de la phase 2 du programme *SunuBudget*, déroulé par la COSYDEP dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda et Sédhiou, en partenariat avec l'OND 3D et avec l'appui de l'USAID.

L'approche adoptée par la coalition combine le renforcement de capacités et l'implication des acteurs à la base. C'est dans cette optique, qu'elle a organisé en février 2017, un atelier de formation des responsables des régions cibles et de ses relais sur le suivi budgétaire afin de les initier aux concepts, outils et méthodes.

Dans le même sillage et en perspective de la production du premier rapport semestriel de suivi du budget de l'éducation, des fora sont organisés dans les quatre régions couvertes par le Programme *SunuBudget*. Ces Fora, dont le premier a été organisé à Tambacounda en mars 2017, visent à fournir un cadre multipartite d'échanges d'informations, de connaissances et de données sur le budget du système éducatif au niveau local.

A l'instar de Tambacounda, la COSYDEP, à travers son antenne régionale, a organisé le forum de Kolda le mardi 23 mai 2017 à la salle de délibération de la mairie de ville avec comme cible une quarantaine d'acteurs locaux intervenant dans le secteur de l'éducation et de la formation. Cette importante rencontre a également noté la participation de six représentants des antennes de Tambacounda, Kédougou, et Sédhiou et d'une délégation du niveau national conduite par un membre du Conseil d'Administration de la coalition et composée de la responsable de Suivi Evaluation ; du point focal national de l'antenne, d'une personne ressource ancien Directeur de l'Enseignement Élémentaire et d'un représentant de l'ONG 3D.

Le présent rapport, qui retrace les moments essentiels du forum, s'articule autour des points suivants :

1. Rappel des objectifs et résultats produits
2. Méthodologie de travail
3. Déroulement du forum
4. Synthèse et recommandations générales

1. Rappel des objectifs et résultats produits

1.1 Objectif global :

L'objectif global du forum est de susciter des échanges entre les acteurs et partenaires de l'éducation au niveau local et de les amener, chacun selon ses responsabilités, à s'engager pour une orientation équitable des ressources et à rendre disponible les informations relatives à la mobilisation et à l'exécution des budgets locaux d'éducation.

1.2 Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, il s'agira de :

- i. Faire l'état des lieux du secteur éducatif dans la région notamment :
 - les besoins, priorités et ressources financières investies dans le secteur ;
 - le niveau d'exécution des programmes, les contraintes, les difficultés et les écarts ;
 - les difficultés et obstacles dans l'exécution des budgets
- ii. Informer les citoyens sur la mobilisation et l'exécution du budget et disposer de données qui alimenteront le rapport semestriel de suivi
- iii. Formuler des recommandations et recueillir les engagements des différents acteurs pour l'amélioration de l'efficacité et la transparence de l'utilisation des ressources

1.3 Résultats produits par le forum

1. Les parties prenantes sont mieux informées des enjeux du programme *SunuBudget* ;
2. Les besoins, priorités et financements des programmes de la région de Kolda sont partagés ;
3. Les prévisions, réalisations, écarts et contraintes dans l'exécution des programmes et budgets de la région sont identifiés et des engagements sont pris par l'ensemble des acteurs.

2. Méthodologie

Le forum régional est un cadre d'échanges et de partage de données et d'informations sur le budget du système éducatif à l'échelle régionale. La démarche retenue, à la fois participative et inclusive, s'adosse sur des auditions de managers de centres de responsabilité et des travaux d'ateliers suivis de restitution en plénière. Les trois moments suivants ont caractérisé la tenue du forum régional de Kolda :

Durant la phase préparatoire, l'antenne régionale a réalisé les activités qui suivent :

- La tenue d'une séance de partage du rapport général de la session de formation en suivi budgétaire avec les membres de l'antenne ;
- le partage des termes de référence du forum ainsi que des outils de recueil de données et d'informations sur l'exécution des budgets locaux d'éducation ;
- la mise en place d'une équipe technique composée de différentes Organisations de la Société Civile présentes à Kolda ;
- l'organisation de rencontres d'information et d'échanges avec les autorités concernées (Gouverneur, SG Mairie de la ville, Inspecteur d'Académie, IEF de Kolda) ;
- la désignation et la préparation des membres de la commission locale d'audition
- l'identification et la mobilisation des participant(e)s du forum.

Le jour du forum, il s'est agi de procéder à :

- L'analyse du contexte local par le coordonnateur régional de la coalition ;
- l'audition de l'Inspecteur d'Académie, du Secrétaire Général de la mairie de ville, de l'Inspecteur de l'Education et de la Formation de Kolda et du Proviseur du CEM de Cikilo nord sur l'exécution de leur budget respectif ;
- la collecte des besoins en éducation et la formulation de stratégies pertinentes de suivi budgétaire au niveau local lors des travaux en atelier ;
- des échanges en plénière en vue d'alimenter le rapport semestriel de suivi citoyen.

Après le forum, l'antenne régionale procédera à la / au :

- finalisation et à la transmission du rapport général du forum et des pièces annexes ;
- mise en place d'un cadre d'échange et de planification regroupant la société civile, les autorités académiques et les autorités locales
- collecte d'information et de données budgétaires pour la finalisation du rapport semestriel de suivi ;
- revue et priorisation des besoins régionaux en éducation en vue du suivi citoyen ;
- suivi périodique des engagements pris par les acteurs.

3. Déroulement du forum

3.1. Visite de courtoisie auprès des autorités locales



Avant le démarrage du forum, la délégation nationale a effectué des visites de courtoisie auprès de l'Inspecteur d'Académie de Kolda, de l'IEF et du SG de la Mairie de ville.

Le forum régional de Kolda a été marqué par 4 principaux moments : (1) les cérémonies officielles d'ouverture et de clôture, (2) les auditions publiques des managers de centre de responsabilités, (3) les travaux de groupe et (4) les restitutions suivies d'échanges en plénière.

3.2. Ouverture du forum



Présidée par l'adjoint au gouverneur de Kolda Mr. Cyprien Adrien Diallo, la cérémonie a enregistré les allocutions du Secrétaire Général de la mairie, du coordonnateur régional de l'antenne, du représentant de l'ONG 3D, d'un membre du Conseil d'Administration de la COSYDEP. Les différentes allocutions ont mis l'accent sur la pertinence de l'activité qui entre en droite ligne avec les principes prônés par le PAQUET et sur la nécessité de rendre accessible l'information sur l'exécution des budgets alloués à l'éducation.

Les questions relatives à l'apport des collectivités locales, leur coordination avec les autorités académiques pour une meilleure prise en charge des défis et priorités du système au niveau local ont également été soulignées. Avec la rareté des ressources financières aussi bien au niveau national que mondial, il est essentiel pour la réalisation de l'ODD4, de veiller à une utilisation efficace et efficiente des budgets destinés au secteur et à tous les niveaux.

- ↪ **Mr Bourahima Diao Secrétaire Générale de la mairie de Kolda** a présenté les excuses du maire de la ville absent et adressé des mots de bienvenue à l'endroit des participants et des différentes délégations. Il a tenu à remercier le coordonnateur régional pour le choix porté sur sa commune pour abriter cet important forum et relevé l'importance de la reddition des comptes qui donne aux responsables l'opportunité de communiquer sur la gestion des ressources allouées aux différents secteurs notamment l'éducation qui est une compétence transférée. Selon lui, l'éducation occupe une place prioritaire au niveau de sa collectivité et c'est à ce titre que des ressources importantes sont injectées pour une prise en charge des nombreux défis du système au niveau local. Il termine en remerciant les différents partenaires la COSYDEP, l'ONG 3D et l'USAID et en exprimant toute la disponibilité de sa collectivité à accompagner le processus.
- ↪ **Mr Bara Tall Coordonnateur régional de la coalition** a adressé des mots de bienvenue à l'ensemble des participants et particulièrement aux membres de la délégation nationale avant de saluer l'accompagnement et la disponibilité des autorités locales ce qui témoigne de leur forte présence à cette importante activité. Poursuivant son allocution, le coordonnateur est revenu sur des éléments de diagnostic du secteur au niveau local et qui sont relatifs à la récurrence des abris provisoires, la faiblesse des allocations destinés aux établissements, le manque de coordination des acteurs, la faiblesse des performances et le déficit du personnel enseignant. Pour conclure, Il a rappelé d'une part les activités menées dans le cadre de la mise en œuvre du programme *SunuBudget* et d'autre part les objectifs et résultats attendus du forum.
- ↪ **Mr Seydina Mohamed Mbaye de l'ONG 3D** a salué la forte mobilisation des autorités locales et remercié l'antenne de Kolda pour l'organisation de cet important forum. Il a ensuite présenté sa structure qui travaille autour de 03 thématiques dont une est relative à la démocratie et à la bonne gouvernance. Son intervention était ensuite axée autour du rappel des objectifs et résultats attendus du programme *SunuBudget* qui se veut d'assurer un suivi de l'utilisation des budgets sectoriels. Il a rappelé les difficultés d'accès des populations des 4 régions cibles du programme aux services sociaux de base notamment l'eau, l'assainissement et l'éducation ce qui explique l'importance accordée à la transparence dans l'utilisation des ressources allouées à ces régions. Mr Mbaye finit en exprimant toute la satisfaction de l'ONG 3D.
- ↪ **Mr. Mamadou Goudiaby, Inspecteur d'Académie de Kolda** a exprimé le plaisir qu'il a de participer aux activités de la coalition. Selon lui, les pouvoirs publics mènent au quotidien des activités à l'insu des citoyens alors que la prise en charge des défis du système éducatif au niveau local nécessite la mobilisation de l'ensemble des acteurs. C'est à cet effet qu'il a noté l'important apport de la société civile au niveau de l'académie. Pour l'IA, cette activité s'inscrit en droite ligne avec le PAQUET qui prône la bonne gouvernance et plus précisément la participation citoyenne et la transparence dans la gestion des ressources publiques. C'est ce qui avait amené le Ministère à initié les revues décentralisées qui devaient permettre aux gestionnaires de rendre compte à la communauté. Mr Goudiaby termine en saluant la présence des différentes délégations et en réitérant l'engagement de son institution à accompagner le processus *SunuBudget*.

↪ **Mr. Omar Sow, Administrateur à la COSYDEP**, a dès l'entame de ses propos présenté les membres de la délégation nationale et transmis les salutations cordiales du Coordonnateur national de la COSYDEP empêché. Il poursuit en magnifiant le partenariat avec l'ONG 3D ainsi que l'accompagnement des autorités locales. Son intervention a été axée autour (i) de la nécessité de promouvoir un dialogue fécond et permanent et une synergie des actions pour une prise en charge correcte des défis du système, (ii) de la nécessité de changer de paradigmes avec l'avènement des ODD avec comme ligne de mire la participation citoyenne, (iii) du rôle de veille, d'alerte et de proposition de la société civile face aux enjeux liés à l'efficacité et à l'efficience des ressources allouées au secteur avec un focus sur les stratégies développées par la coalition dans le cadre du programme *SunuBudget*. Selon Mr. Sow les efforts accomplis dans le secteur de l'éducation sont considérables mais les défis restent encore importants pour une gestion efficace et efficiente des ressources mises à disposition. A cet égard, il est plus que nécessaire de travailler à orienter ces ressources vers les priorités du système à la base. Il conclut en félicitant les membres de l'antenne régionale et en renouvelant aux autorités la disponibilité de la coalition à œuvrer dans le sens d'une amélioration continue de la qualité de l'éducation.

↪ **Mr. Cyprien Adrien Diallo, adjoint au gouverneur de Kolda** a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants et délégations et s'est réjoui de revoir beaucoup d'acteurs avec qui il a eu à collaborer. Il a également transmis les salutations chaleureuses du gouverneur de la région Mr. Kane qui recevait le même jour le Ministre du commerce de passage à Kolda. Pour le gouverneur, le forum met en exergue des thèmes importants et actuels qui contribuent à renforcer les principes de participation, de gestion axée sur les résultats, de transparence et de reddition des comptes dans le cadre de l'exécution des politiques publiques. Mr Diallo a exprimé son sentiment de fierté en tant que professeur de français et félicité l'antenne locale pour le rôle déterminant qu'elle joue dans la recherche de solution aux problèmes qui se posent dans le secteur de l'éducation. Avant de déclarer officiellement ouvert le forum régional de recueil de données et d'audition publique des managers de centre de responsabilité, le Gouverneur a engagé les autorités locales ainsi que l'ensemble des acteurs sociaux à ne ménager aucun effort pour assurer un franc succès à la rencontre.



3.3. *Présentation des participant(e)s*

Un tour de table a permis aux participant(e)s de se présenter en déclinant leur identité, leur structure, titre et qualité. Pour cet important forum, l'antenne régionale a convié toutes les familles d'acteurs de la région, en plus des délégués des antennes de Tambacounda, Kédougou et Sédhiou de même qu'une délégation nationale de la coalition et de l'ONG 3D. cf. liste de présence.

4. **Déroulement du forum**

4.1. *Audition publique de managers de centres de responsabilité*

Les quatre auditions ont eu lieu la matinée et pour chaque audition, il s'est agi d'une (1) introduction générale par le modérateur, (2) d'une communication par chaque autorité qui revient sur le budget de chaque structure en terme de prévision, orientation, niveau d'exécution, écarts, difficultés, (3) des questions/interpellation de la commission d'audition puis du public, (4) des clarifications et réponses aux questions/interpellations suivies de synthèses et de recommandations.

4.1.1 Audition publique de l'Inspecteur d'Académie de Kolda

Au cours de son audition, l'inspecteur d'Académie a abordé entre autres points :

- ✓ La gouvernance du système éducatif régional. Les sources de financement de l'IA qui sont de deux natures sont : l'Etat, les PTF et les Collectivités Territoriales.
- 1. Les crédits autorisés notifiés à l'IA. Le budget de fonctionnement 2016 de l'IA de Kolda s'élevait à **2 280 114 000F**. Les allocations des ressources de l'Etat en 2016 sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

Répartition du budget	
Désignation	Montant
Fournitures de bureau	2.000.000 FCFA
Consommables informatiques	700.000 FCFA
Carburant	13.000.000 FCFA
Entretien et réparation véhicules	1.000.000 FCFA
Salaires professeurs contractuels	2.160.156.000 FCFA
Frais de missions intérieur du pays	8.035.000 FCFA
Autres frais transport de missions	74.923.000 FCFA
Autres achats de biens et service	20.300.000 FCFA

Constats : les salaires destinés aux professeurs contractuels couvrent 94,73% du budget. Les autres frais transports et mission (indemnités liées aux examens) sont de 3,28%. Au total 98% du budget est orienté vers la prise en charge des personnels

- 2. S'agissant des autres ressources mises à disposition en 2016, on peut noter :
 - **Les fonds du PAQEEB** (Projet d'Amélioration de la Qualité et de l'Equité dans l'Education de Base). Dans le cadre de la mise en œuvre des contrats de performance (CDP) l'inspection d'académie de Kolda a reçu le montant estimés à 5 541 703 CFA.
 - **Appui aux cantines scolaires d'un montant de 9 000 000 FCFA** destinés à acheter des vivres (riz, huile) distribués au niveau des établissements notamment ruraux en guise d'appuis aux cantines scolaires.
 - **Appui aux examens et concours à hauteur de 4 100 750 FCFA**. Ces fonds sont répartis entre l'IA et les trois Inspections de l'Education et de la Formation(IEF) de l'académie.
 - **Fonds du Projet d'Appui à l'Education des Filles PAEF /PLUS** d'un montant de 33 881 800 FCFA.
 - **Fonds du PNBJA** (Programme National de l'Education de Base des Jeunes et des Adultes). Les fonds estimés à 33 494 327F mis à la disposition de l'IA ont été répartis entre les 07 collectivités locales bénéficiaires chargées de la mise en œuvre du programme d'alphabétisation.

✓ Difficultés et attentes

L'exécution du budget est assujettie aux procédures édictées par la comptabilité publique donc pas de difficultés à ce niveau. Ainsi à la fin de l'exercice, un rapport d'exécution est transmis au Contrôleur Régional des Finances. En 2016, tous les fonds alloués ont été engagés et consommés avant la date limite fixée par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. Pas de ressources tombées en fonds libres au regard des besoins énormes de l'académie.

D'une manière générale la contrainte est liée au décalage entre le planning des activités et la disponibilité des ressources. Les ressources injectées sont importantes, mais elles demeurent encore insuffisantes au regard des nombreux défis à relever dans l'académie. On note également l'absence de lignes budgétaire pour la prise en charge de la formation et du pilotage pédagogique au niveau de l'académie.

✓ Les perspectives et recommandations

- L'amélioration des performances scolaires notamment les résultats aux examens (CFEE/ BAC)
- La lutte contre les violences en milieu scolaire notamment les mariages et les grossesses précoces.
- Le maintien et la réussite des filles à l'école
- La réduction et l'éradication des abris provisoires
- La promotion des disciplines scientifiques dans les collèges et les lycées
- Le maintien du personnel enseignant, l'académie étant victime chaque année de départs massifs d'enseignants notamment les plus expérimentés vers d'autres académies.
- L'amélioration du soutien encore timide de certaines collectivités locales

Les interpellations des membres de la commission d'audition et des participants ont été axées autour :

1. De l'orientation des ressources allouées par les collectivités locales et l'utilisation des fonds versés par les APE
2. Des critères d'allocation des budgets des CDP au niveau des établissements
3. De la nécessité de démocratiser la gestion des ressources en lien avec les difficultés de fonctionnement des structures de gestion
4. De la problématique des abris provisoires en lien avec la faiblesse des performances
5. De la non prise en charge du sous secteur de la petite enfance et de l'insuffisance des lignes allouées à l'éducation des filles

4.1.2 Audition publique du Secrétaire Général de la Mairie de Kolda

Le Secrétaire Général de la mairie de ville a, au nom du Maire empêché, axé sa communication autour des points suivants:

✓ Le budget 2016

Il faut noter que la commune ne dispose pas de ressources propres et attend donc tout de l'Etat sous forme de fonds de dotation. L'appui de la commune concernant le secteur de l'éducation est destiné aux IEF. En 2016, les fonds alloués au secteur sont été répartis comme suit :

Répartition	
Appui carburant	1 550 000 FCFA
Consommables informatique	800.000 FCFA
Produit d'entretien	350.000 FCFA
Fournitures de bureau	520 .000 FCFA
Appui en fournitures scolaires	11.576.508 FCFA
Tenues scolaires	11.696 750 FCFA
Prise en charge des gardiens d'écoles	12.400.000 FCFA

Constat : Les ressources sont insuffisantes au regard des besoins exprimés. Il y adonc nécessité de trouver des ressources additionnelles

✓ Les contraintes

- Le retard dans la mise à disposition des fonds de dotation
- La faiblesse des moyens alloués au secteur par rapport aux besoins du système au niveau local
- Les difficultés de la collectivité dans la priorisation des besoins et l'orientation des ressources
- L'absence de réserve foncière pour la construction de nouvelles écoles face aux besoins exprimés



✓ Perspectives

- Mise à disposition d'espaces pour l'élargissement de la carte scolaire : la mairie a engagé des discussions avec les collectivités locales sœurs pour les questions liées à l'espace. Sous peu, au niveau du CRZ et du quartier Médina Chérif des écoles devront voir le jour
- Accroissement du nombre d'écoles bénéficiant de tenue scolaire
- Renforcement du dialogue avec les autorités académiques et les acteurs sociaux pour une priorisation des ressources allouées au secteur

Les interpellations des membres de la commission d'audition et des participants ont été axées autour :



1. De la problématique de la prise en charge médicale des apprenants face aux risques liés à la position géographique de la région et à la précarité des enfants au niveau des ménages
2. De la question de l'amélioration de l'environnement apprentissage des établissements scolaires de la commune
3. De l'adoption de mécanismes d'expression des besoins de manière inclusive et participative pour plus d'efficacité dans l'utilisation des ressources affectées par la Collectivité locale
4. Du déficit d'accompagnement du secteur par les collectivités locales
5. Du faible niveau de coordination entre la mairie et l'Inspection de l'Education et de la Formation
6. De l'absence de communication et de visibilité sur l'utilisation des ressources ainsi que les actions entreprises par la mairie au niveau des établissements scolaires

4.2 Audition publique de l'Inspecteur de l'Education et de la Formation de Kolda

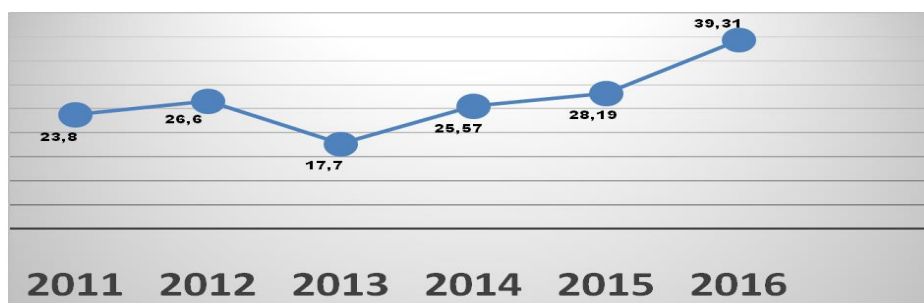
L'IEF de Kolda s'est appesanti sur les effectifs et performances, les besoins, les ressources mises à dispositions, les difficultés et obstacles dans l'exécution des budgets et enfin les recommandations.

✓ S'agissant des effectifs, ils sont établis comme suit :

Niveau d'enseignement	Statut	Nbre d'écoles	Effectifs		
			G	F	T
Préscolaire (DIPE)	Privé	4			
	Public	62	2854	2781	5635
	Total	66			
Elémentaire	Privé	3	26043	25553	51596
	Public	266			
	Total	269			
Moyen	Privé	12	13424	10587	24011
	Public	35			
	Total	47			

✓ Les performances Scolaires

- Pour le CFEE, le nombre de candidats est passé de 6948 en 2015 à 7967 en 2016, soit une augmentation de 1019 candidats. Les résultats ont connu une hausse passant de 28.19 % à 39.31 % soit une augmentation de 11.12 points.



- Pour ce qui est du BFEM, le nombre de candidats est passé de 4009 en 2015 à 3616 en 2016, soit une diminution de 396 candidats. Les résultats ont connu une hausse passant de 45.47 % à 57.43 % soit une augmentation de 11,96 points.

NB : L'IEF a noté une insuffisance du quantum horaire : une moyenne de 683.00 heures enregistrées sur les 900 heures prévues, soit un taux horaire de 75.89 % ; de faibles performances des élèves en lecture et en mathématiques et le manque de manuels de lecture et de mathématiques (au CE surtout).

✓ Les besoins et priorités identifiés

- Le développement des modèles alternatifs (création d'EFA; de Daaras modernes...);
- le développement de l'éducation inclusive et la prise en charge de la petite enfance ;
- la création d'un environnement propice à l'étude et à l'apprentissage (Installation de PSI dans les écoles et établissements...)
- le renforcement des capacités des personnels enseignants et administratifs par le déroulement de modules portant sur les missions permanentes mais également sur les préoccupations nouvelles comme celles relatives à bonne gouvernance et la gestion axée sur les résultats ;
- l'équipement des salles de classes en mobilier scolaire ;
- la promotion d'une politique locale du manuel scolaire ;
- la pacification de l'espace scolaire ;
- la gestion correcte du quantum horaire (un minimum de 900 heures de travail par année scolaire) ;
- la mobilisation et implication communauté dans la gestion de l'école ;
- la réflexion sur les modalités d'introduction et d'utilisation des langues nationales à l'école.

✓ Les ressources financières investies dans le secteur

a Les ressources mises à disposition par l'Etat

LES LIGNES DE CREDIT IEF			
NATURE DE LA DEPENSE	CREDIT ANNUEL	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE
Fournitures de Bureau	1 500 000	1 500 000	1 500 000
Consommables informatiques	500 000	500 000	500 000
Carburant	10 412 000	10 412 000	10 412 000
Entretien et réparation véhicule	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Frais Missions intérieur du pays	30 000 000	15 692 500	15 692 500
Serv.ext. Gardiennage			
Maîtres contractuels	911 026 000	911 026 000	911 026 000
Autres prestations de service	15 316 000	15 316 000	15 316 000
TOTAL	970 481 000	970 481 000	970 481 000

FONDS DU PAQEEB			
Libellé	Montants alloués	Montants engagés	Taux d'exécution
PAQ IEF 2016	43 151 443	32 151 443	74, 50 %
Primes CAQ	2 760 000	2 760 000	100 %
CAQ Ecoles 2016	111 122 300	111 122 300	100 %
PE des établissements (04)	32 801 300	32 801 300	100 %
Supervision PE collèges	1 104 900	1 104 900	100

b. Les contributions des collectivités locales

Collectivité locale	Désignation	Montant alloué	Observations
KOLDA	Fouritures scolaires	11 577 030	Fonds Propres 5 172 580
	Uniformes scolaires	11 696 750	
Dabo	Appui à l'organisation des examens scolaires	50 000	
Bagadadji		25 000	
Coumbacara		25 000	
Tankanto-Escale		40 000	
Saré Bidji		50 000	
Guiro Yoro Bocar		30 000	
Coumbacara		50 000	
TOTAL			23 543 780

c. Les appuis des ONG partenaires

PARTENAIRES	MONTANT APPUIS	Achats effectués /activités réalisées
World Vision	7175 500	<ul style="list-style-type: none"> • Essai départemental • organisation semaine nationale école de base • FLAT (Janvier et Juin 2016) • (02) sessions de formation pour EPD (Directeurs, CP, Directeurs à la retraite).
UNICEF	18 724 500	Quatre activités sont réalisées sur les sept (07) financées pour un montant global de 8 358 500 f.

✓ Les difficultés et obstacles dans l'exécution des budgets

- Les lenteurs dans le financement des requêtes envoyées aux partenaires ;
- la non maîtrise des procédures de gestion par les membres des CGE ;
- les difficultés liées à la reconversion de certaines lignes de crédits pour faire face aux urgences ;
- l'intervention des collectivités locales qui ne prend pas toujours en compte les préoccupations du secteur.

✓ Recommandations Générales

- Impliquer les communautés dans la vie des écoles.
- Améliorer la collaboration entre les CL et les autres acteurs du système.
- Maintenir et renforcer le dialogue avec les partenaires sociaux (Syndicats, OCB, Structures de jeunesse...).
- Redynamiser les CGE par le renforcement de capacités des membres du bureau.
- Multiplier les rencontres périodiques pour des bilans et une réorientation des actions.
- Parvenir à un bon arbitrage budgétaire en consacrant une part importante des ressources à la gestion de la qualité.
- S'engager dans une dynamique de gestion transparente des ressources mises à disposition.
- Mettre en place un dispositif de recherche de moyens additionnels dans le cadre de la coopération décentralisée et le développement du partenariat public-privé.

La synthèse des interpellations des membres de la commission d'audition et des participants a permis de noter entre autres questions :



1. Le retard dans la mise à dispositions des budgets des CAQ et leurs impacts sur les performances des apprenants
2. Les difficultés liées à la coordination des différentes structures étatiques au niveau local et les stratégies à développer pour y remédier
3. La non prise en charge de l'enseignement technique et professionnel
4. L'identification et l'allocation des ressources vers les priorités du système
5. L'inadéquation entre l'offre et la demande
6. La prise en charge des Ecoles Franco-Arabe et le développement de l'enseignement arabe

4.2.1 Audition publique du principal du CEM de sikolo Nord

Le Proviseur du CEM de Sikolo Nord (commune de Kolda), après avoir fait l'historique de son établissement, a partagé les statistiques en termes d'effectifs d'élèves et de corps enseignants. L'établissement compte en effet 21 classes pédagogiques, 45 professeurs, 10 surveillants et 732 élèves.

Le taux d'admission au BFEM en 2014 était de 24,11 ; en 2015 il était de 61,61 et en 2016 il est passé à 89,97 faisant de l'établissement le meilleur CEM de la commune. En 2016, le budget 2016 de l'établissement s'élevait à 11.261.700 réparti comme suit :

Provenance	Montant
Ressources d'Etat	1.757.000F
Projet Sciences	5.000.000F
Ressources additionnelles	4.504.700F
Total	11.261.700F

NB : Eau et électricité payées par l'Etat

Dépenses	Montant
Fournitures bureau	500 000
Consommables bureau	300 000
Matériels pélagiques et didactiques	957 000
Entretiens et réparations	788 900
Charges générales et fonctionnement	1 7729 000
Clôture CEM	1 620 000
Renforcement matériels pédagogiques didactiques et numériques	3 734 800
Formation continuée	202 500
Remédiation	1 062 700

S'agissant de la gouvernance, le CGE fonctionne et a tenu sept rencontres en 2016 avec une réunion qui a été consacrée au budget prévisionnel et une autre au bilan financier. En dehors de ces réunions le budget est affiché au niveau du collège et les rapports sont envoyés à la tutelle. Le CEM est en déficit de professeurs de sciences. Il ne dispose également pas de laboratoire équipé et de salle informatique.

Il faut cependant noter que chaque année les professeurs expérimentés quittent pour le Nord et que le personnel vieillissant est souvent composé que de malades

La synthèse des interpellations des membres de la commission d'audit et des participants a permis de noter entre autres questions :

1. La problématique des coupes budgétaires et la non maîtrise du
2. Les difficultés dans la gestion des ressources humaines en lien avec le taux d'utilisation des enseignants dans certaines disciplines
3. L'absence de politique de fixation du personnel enseignant à Kolda
4. La prise en charge médicale des apprenants en lien avec le versement de la somme prélevé dans les frais d'inscription
5. Les critères d'évaluation du personnel enseignant et l'apport du Conseil Départemental dans le budget du CEM

4.2. Travaux de groupe

Les participants ont été répartis en trois groupes et les travaux sur le recueil des besoins en éducation à l'échelle régionale se sont déroulés sur la base des consignes déclinées ci- dessous :

En vous fondant sur les communications présentées en plénières et à la lumière des discussions qu'elles ont suscitées, il vous est demandé ce qui suit :

- ✚ Groupe 1 : Formuler de façon synthétique les besoins en éducation dans la région de Kolda ;
- ✚ Groupe 2 : Dégager des axes de contribution de la région au rapport semestriel de suivi budgétaire ;
- ✚ Groupe 3 : Proposer des stratégies pertinentes de suivi budgétaire au niveau local.

A l'issue des présentations des travaux de groupe, les interventions en plénières ont permis de compléter et d'améliorer les productions consignées dans le tableau suivant :

Consignes	Productions améliorées par la plénière
Formuler de façon synthétique les besoins en éducation dans la région de Tambacounda	<ul style="list-style-type: none"> • Eradication des abris provisoires • Besoin de personnels enseignants qualifiés/ Une bonne politique de fixation des enseignants dans la région • Elargissement de la carte scolaire : Construction de salles de classes adaptées aux besoins spécifique • Mise à disposition à temps des fonds alloués aux écoles • Meilleure Prise en charge des sous secteurs de la petite enfance et de l'enseignement technique et professionnel • Diversification de l'offre éducative à partir des modèles alternatifs existants (écoles Franco Arabe, Daraa modernes, ...) • Implication des collectivités locales pour une meilleure collaboration • Augmentation des budgets de fonctionnement des collèges et des lycées • Elaboration de cadre de communication ponctuel entre les autorités locales et académiques • Amélioration du ratio maitres craie en main corps de contrôle • Allègement des procédures d'engagement des budgets des chefs d'établissement • Harmonisation des ouvrages annexes dans les établissements • Amélioration du ratio élèves manuel à 1/ 3
Dégager des axes de contribution de la région au rapport semestriel de suivi budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> • Capitalisation et suivi des modèles alternatifs • L'apport et la contribution des collectivités Locales dans les budgets des établissements • La résorption des abris provisoires • La gestion des ressources des CGE et APE
Proposer des stratégies pertinentes de suivi budgétaire au niveau local	<ul style="list-style-type: none"> • Formation et outillage des acteurs communautaires pour une maîtrise de la nomenclature budgétaire et des techniques de suivi • Veiller à l'affichage des budgets des différentes institutions • Régularité des exercices de reddition des comptes (auditions, fora ...) • Mis en place d'un dispositif de suivi de la temporalité entre les prévisions et le niveau de réalisation pour chaque structure

4.3. Synthèse générale des travaux

La synthèse générale des travaux a été présentée par Mr. Abdou Diao ancien Directeur de l'Enseignement Élémentaire, personne ressource de la COSYDEP. Elle a laissé apparaître les points suivants :

1) L'importance des ressources allouées au secteur

Cela témoigne des efforts consentis par l'Etat et ses partenaires. Toutefois, il est à constater qu'au regard des besoins exprimés au niveau de la région, les ressources budgétaires allouées sont largement insuffisantes. Des pans entiers du secteur ne sont pas couverts comme c'est le cas pour la DIPE et l'éducation non formelle.

2) La faiblesse des budgets d'investissement dans toutes les institutions

L'essentiel des budgets alloués à l'IA et aux IEF par l'Etat est destiné au paiement des salaires et des indemnités des enseignants (98% du budget venant de l'Etat) ; d'où la faible proportion qui revient à des besoins non moins importants comme la formation et les autres questions pédagogiques.

3) Les nombreuses contraintes dans la mise à disposition et l'exécution des budgets

Les structures sont confrontées à de nombreuses contraintes dans la mise à disposition et l'exécution du budget liées entre autre (i) à la semestrialisation des dépenses ; (ii) au retard dans la mise en place des crédits ; (iii) à la lourdeur des procédures ; (iv) à la nomenclature prédéterminée ; (v) à l'utilisation de formules classiques qui ne n'ont parfois pas de rapport avec les besoins et les priorités.

4) L'absence d'autonomie des responsables opérationnels IEF, IA, Chefs d'établissements dans les processus d'élaboration des budgets constitués au niveau central

Dans l'allocation des ressources, aller vers une entrée par les besoins et priorités et non par enveloppe financière décidée au sommet pour la base en contact direct avec les réalités, les difficultés, les contraintes et les exigences de résultats.

5) L'absence de mécanismes d'orientation des ressources vers les priorités et de coordination des interventions dans le secteur.

Il existe beaucoup de sources de financement sans beaucoup de possibilité de mise en cohérence. L'académie gagnerait à mettre en synergie toutes les interventions et à mettre en place un cadre de concertation périodique

6) L'insuffisance du dialogue politique et technique entre les structures déconcentrées, les collectivités locales et autres services.

Ce dialogue est indispensable pour établir les bases d'une collaboration efficace autour des objectifs du secteur. Les parties prenantes ne gagneraient-elles pas à être en synergie autour des objectifs et des résultats afin de mettre en cohérence les interventions et les ressources

7) La nécessité de mettre en synergie les actions et d'orienter les ressources vers les priorités du système

Les besoins les plus pressants de la région se rapportent à (i) l'extension de la couverture scolaire par le renforcement de la quantité et de la qualité des infrastructures ; (ii) la disponibilité d'enseignants qualifiés et motivés ; (iii) l'existence d'offres éducatives adaptées en mesure de répondre aux existences d'une éducation inclusive et de qualité pour tous.

4.4 Cérémonie de clôture du forum

La cérémonie de clôture présidée par l'IEF de Kolda, Mr. El Hadj Kabiné Diané, a noté les allocutions du coordonnateur régional, d'une participante, les messages des partenaires stratégiques et celui de l'IEF.

- **Mr Bara Tall, coordonnateur de l'antenne régionale de la COSYDEP**, a remercié l'ensemble des participants ainsi que les autorités administratives, scolaires et décentralisées de la région pour leur contribution de qualité. Evaluant le déroulement du forum, il a estimé qu'une activité de cette importance exige au moins deux jours et a suggéré au bureau national et au partenaire l'ONG 3D d'examiner la possibilité de tenir les prochaines fora sur deux jours. Il termine en souhaitant un bon retour à l'ensemble des délégations.

- **Mme Kandé, responsable du bureau genre à l'inspection d'Académie de Kolda**, a au nom des participants, remercié le coordonnateur régional et son partenaire 3D pour l'opportunité qui a été donnée aux acteurs régionaux de la société civile d'être informés et d'échanger autour des questions relatives à la mobilisation et à l'exécution des budgets locaux d'éducation. Elle a également exprimé toute la satisfaction des participants au terme du forum et salué le travail abattu par l'antenne locale. Selon Mme Kandé, le forum a permis de noter le déficit de communication qui existe entre les autorités locales et les services techniques déconcentrés et va contribuer à une meilleure compréhension des questions liées à l'exécution du budget. Elle finit en remerciant les autorités qui ont bien voulu s'adonner à cet exercice tout en assurant de leur engagement pour l'atteinte des objectifs fixés par le programme.
- **Mr Seydina Mohamed Mbaye, Représentant de l'ONG 3D**, a exprimé toute sa satisfaction au terme du forum et salué la pertinence des interventions. Il a tenu à rappeler l'important travail de la COSYDEP pour la transparence dans la gestion des ressources de l'éducation. Selon lui, les échanges ont confirmé les hypothèses de base qui ont conduit à l'élaboration du programme et au choix des 04 régions cibles. Mr Mbaye termine en magnifiant le partenariat avec la coalition et en accueillant favorablement la proposition de revoir le timing des fora sur 02 jours afin de donner plus d'opportunité aux acteurs d'échanger autour des questions soulevées.
- **Mr Omar Sow, Administrateur de la COSYDEP**, a axé son message de clôture autour du rappel des objectifs du processus qui témoigne de l'engagement des acteurs. Il a exprimé toute la disponibilité des instances de la coalition à accompagner les acteurs à la base pour une effectivité du contrôle citoyen dans la mobilisation et l'exécution des ressources. Il poursuit en remerciant les autorités pour leur disponibilité et leur ouverture d'esprit et en relevant la nécessité de renforcer cette collaboration. Mr Sow finit en encourageant l'antenne locale et en souhaitant bon courage à l'ensemble des acteurs locaux pour les prochaines étapes du processus.
- **Mr El Hadj Kabiné Diané, Inspecteur d'Académie de l'Éducation et de la Formation de Kolda**, a au nom du gouverneur et de l'Inspecteur d'Académie, remercié la COSYDEP et l'ONG 3D pour la tenue de cette importante activité qui donne une occasion aux autorités locales de partager les informations liées à la gestion des ressources allouées au système. Il a salué la présence de l'équipe nationale et du doyen Abdou Diao avec qui il a eu à collaborer. L'IEF reconnaît que l'exercice est d'une importance capitale car il permet de briser la glace et d'installer la confiance entre les acteurs. Avant de lever la séance, il a encouragé les acteurs de la société civile à se battre au côté des institutionnels pour des avancées significatives du système au niveau local.

5. ANNEXES

Annexe 1 : Termes de référence du forum

Annexe 2 : Chronogramme du forum

Annexe 3 : Liste des participant(e)s

Annexe 4 : Allocution d'ouverture Administrateur COSYDEP

Annexe 5 : Communication des orateurs lors de l'audition publique